



Une Europe moderne est une Europe plus féminine

Auteur : Pascale Joannin



Quels sont les changements introduits en Europe en matière d'égalité entre les hommes et les femmes au cours de l'année 2014 ? Chiffres à l'appui, Pascale Joannin cible la présence féminine au Parlement européen, dans les gouvernements nationaux (régression dans 3 États membres) ou dans les parlements, ainsi que dans les entreprises. C'est dans le secteur économique que les progrès sont les plus sensibles. Que font les politiques ? A l'approche de la journée des femmes le 8 mars, l'Europe doit aller encore plus loin pour conserver son avance.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Énergie **Elections :** Estonie **Parité :** FMI - ONU - Parité - Pologne **Droits de l'homme/Russie :** Nadia Savtchenko - Assassinat **Crise financière :** Grèce - Zone euro - Allemagne - France - Portugal - Royaume-Uni **Commission :** Energie - Semestre européen - France - Balkans - Numérique - Pauvreté **Parlement :** Données - Fiscalité **Conseil :** OGM - Transport **BCE :** Billet/20€ - Union monétaire **Allemagne :** Grèce **Autriche :** Loi/islam **Belgique :** Emploi **Espagne :** Débat/Avenir - Investissement **Estonie :** Elections **France :** Italie - Climat **Italie :** Justice **Lituanie :** Défense **Roumanie :** Allemagne **Royaume-Uni :** Ukraine **Bosnie-Herzégovine :** Avenir/UE **Ukraine :** Cessez-le-feu **Eurostat :** Chômage - Inflation - Salaires **Etudes/Rapports :** Droits/Homme **Culture :** Expo/Rome - Expo/Londres - Expo/Berlin

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

"L'énergie, l'Europe en réseaux"



Le président français François Hollande a reçu le 23 février du secrétaire général d'ERDF, Michel Derdevet, un rapport intitulé "Énergie, l'Europe en réseaux". L'adaptation et l'évolution des réseaux énergétiques est en effet une nécessité pour que les pays européens réussissent leur transition énergétique. Les 12 propositions présentées dans ce rapport visent à faire émerger une approche européenne autour de trois axes : rénover la sécurité d'approvisionnement et la coopération entre les différents acteurs, renforcer la coordination des régulations et les leviers de financement pour maîtriser le coût des infrastructures, et promouvoir l'Europe en "leader" de l'innovation énergétique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Elections :

Victoire du parti de la réforme aux élections législatives en Estonie



Les élections législatives en Estonie le 1er mars ont profité aux deux "grands" partis. Le Parti de la réforme (ER) du Premier ministre Taavi Roivas, nommé à la tête du gouvernement il y a moins d'un an (26 mars 2014), est arrivé en tête du scrutin après 9 années au pouvoir. Il a recueilli 27,7% des suffrages et remporté 30 sièges (-3) au Riigikogu, chambre

unique du Parlement, Le Parti du centre (K), principal parti d'opposition a obtenu 24,8% des voix et 27 députés (+1). Le Parti social-démocrate (SDE) a pris la 3e place avec 15,2% des suffrages et 15 sièges (-4). L'Union pour la patrie - Res Publica (IRL) a obtenu 13,7% des voix et 14 députés (-9). 2 partis font leur entrée au Riigikogu : le Parti libre d'Estonie, créé le 20 septembre dernier, a obtenu 8,7% des suffrages et 8 sièges, et le Parti populaire conservateur (EKRE) a recueilli 8,1% des voix et 7 députés. La participation a été quasiment identique à celle enregistrée lors du précédent scrutin législatif du 6 mars 2011 et s'est élevée à 63,7% (-0,2 point)... [Lire la suite](#)

Parité :

Etude du FMI sur l'égalité des sexes.



Le 23 février, la directrice générale du FMI Christine Lagarde est revenue sur la question du genre, en parlant d'une "conspiration contre les femmes". "Dans trop de pays", a-t-elle expliqué, "trop de restrictions juridiques dissuadent les femmes de participer à la vie économique, de rejoindre le monde du travail". Une récente étude des économistes du FMI s'efforce de comprendre les mesures à prendre afin d'assurer aux femmes l'égalité des chances dans le monde du travail. Le constat fondamental est qu'il faut établir des règles du jeu justes et équitables... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les femmes au pouvoir : édifier un monde différent



La Présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, s'est rendue à Santiago (Chili) le 27 février pour assister à un événement co-organisé par l'ONU sur le thème "Les femmes au pouvoir et dans les processus de prise de décisions : édifier un monde différent". La Présidente a eu l'occasion de délivrer un discours devant une audience de personnalités et de décideurs politiques, tels que Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU ou encore Leymah Gwobee, lauréate de prix Nobel de la paix. Elle a souligné l'importance d'associer les femmes à la prise de décisions politiques et à la gouvernance des grandes entreprises. Elle a appelé les dirigeants mondiaux à donner l'exemple, notamment les femmes. Pour elle "La participation des femmes en politique n'est pas une question de mode, d'ambition ou de quotas. C'est une nécessité qui s'impose face aux défis économiques et ceux de la sécurité"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

France : Rapport sur la parités pour le partage du pouvoir entre les femmes et les hommes



Le 26 février, le Haut Conseil français à l'Égalité entre les femmes et les hommes a rendu un rapport sur la parité en politique en France, et notamment sur l'évaluation de la mise en oeuvre des lois de parité dans le cadre des élections de 2014 (municipales, européennes, sénatoriales). Il constate que 15 ans après la réforme constitutionnelle, la parité progresse mais elle avance lentement en l'absence de contraintes légales. Il formule 12 recommandations afin d'aller plus loin et d'obtenir une réelle parité. Parmi ces recommandations, figurent l'harmonisation des règles de candidatures des député(e)s avec celles des candidatures des sénateur(trice)s élu(e)s au scrutin uninominal, imposant des titulaires et suppléant(e)s de sexe différent; la modernisation du statut de l'élu(e) afin de permettre une meilleure articulation de la vie professionnelle, politique et personnelle... [Lire la suite](#)

Pologne : Soutien à l'entrepreneuriat féminin.



Le 23 février, la Première ministre polonaise Ewa Kopacz, a rencontré à Kilece les participantes de " l'entrepreneurial women 2014" organisé par le journal Echo Diena. Elle a présenté les actions du gouvernement pour soutenir l'activité professionnelle des femmes et notamment pour concilier vie professionnelle et privée. A cette fin, un grand projet de construction de jardins d'enfants est en cours... [Lire la suite](#)

Droits de l'homme/Russie :

Demandes de libération de la pilote ukrainienne Nadia Savtchenko



Dans une lettre ouverte au président russe, publiée le 26 février sur le site internet d'Open Russia, un mouvement pro-européen dirigé par l'opposant au Kremlin Mikhaïl Khodorkovski, l'écrivain et ancien dissident soviétique Vladimir Voïnovitch a demandé la libération de la pilote Nadia Savtchenko en grève de la faim depuis plus de deux mois pour protester

contre sa détention en Russie. "S'il vous plaît, ne déshonorez pas une fois de plus la Russie et ne laissez pas mourir cette femme courageuse", conclut-il. Nadia Savtchenko est emprisonnée depuis juillet 2014 en Russie où elle est accusée du "meurtre prémédité" de deux journalistes russes dans l'est de l'Ukraine mi-juin. Elle combattait alors dans le pays en tant que volontaire avant d'être fait prisonnière par les rebelles prorusses. Nadia Savchenko a entamé une grève de la faim le 13 décembre 2014, et c'est l'ancien avocat des Pussy Riots, Mark Feygin, qui s'est saisi de son dossier. De nombreuses manifestations de soutien de sont déroulées en Russie, en Ukraine ainsi qu'en Europe, et une campagne #SaveOurGirl et #FreeSavchenko a été lancée sur Twitter... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Condamnation générale du meurtre de Boris Nemtsov



L'assassinat de l'ancien vice-Premier ministre Boris Nemtsov, le 27 février 2015 à Moscou, a suscité une vague d'indignation au niveau mondial. Boris Nemtsov était un opposant notoire au régime de Vladimir Poutine. L'ensemble des dirigeants européens ont condamné son assassinat et l'enquête suit toujours son cours. La chef de la diplomatie de l'Union, Federica Mogherini, a fait part le 28 février de son "indignation" face au "meurtre brutal" de l'opposant russe, appelant les autorités russes à mener une enquête "complète, rapide et transparente"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Crise financière :

L'Union européenne approuve la prolongation de l'aide financière à la Grèce



Les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé le 24 février la liste des réformes soumises le 23 février par le gouvernement grec au FMI, à la BCE et à la Commission européenne. Ils exhortent néanmoins la Grèce à "développer et élargir la liste des mesures réformistes". Dans une lettre adressée un peu plus tôt au Président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, la Commission européenne avait fait savoir que la liste de réformes envoyée par le gouvernement grec constituait "un point de départ valide" pour un accord entre la Troïka et la Grèce sur la prolongation du programme d'aide financière. De son côté, la directrice générale du FMI Christine Lagarde s'est montrée plus sceptique que ses partenaires européens estimant que rien dans la lettre du gouvernement grec ne garantissait des "réformes d'ampleur". Elle a néanmoins considéré que les engagements du gouvernement sont "suffisants" pour poursuivre le programme international d'assistance financière. Le Conseil des directeurs du Fonds européen de stabilité (FESF) a approuvé le 27 février l'extension de quatre mois du programme d'aides européen pour la Grèce. Le même jour, les députés allemands du Bundestag avaient également approuvé la prolongation du programme d'assistance financière, levant ainsi le dernier blocage au versement de l'aide européenne à la Grèce... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

L'amélioration de la confiance économique au sein de la zone euro se confirme en février



Dans la zone euro, l'amélioration de la confiance économique s'est confirmée au mois de février, portée par les consommateurs et le secteur des ventes de détail, après être restée quasiment stable depuis l'automne. En effet, selon les données publiées le 26 février par la Commission européenne, l'indice de confiance s'est établi à 102,1 points en février 2015, après avoir atteint 101,4 en janvier. Les consommateurs (+1,8 point) sont de plus en plus optimistes sur la situation économique. Ils portent la progression de la confiance économique dans la zone euro avec le secteur des ventes de détail (+1,5 point) où les chefs d'entreprise ont "des visions plus positives" du climat économique, selon les observations de la Commission. Au niveau des Etats membres, la confiance a surtout progressé en Italie (+2,4 points), en France (+2 points) et en Espagne (+0,8 point)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le taux de chômage reste stable en Allemagne



L'Agence pour l'emploi a publié ses chiffres pour le chômage en Allemagne au mois de février. Le taux de chômage en données corrigées des variations saisonnières (CVS) est resté au même niveau qu'en janvier, à savoir 6,5%. Les spécialistes de l'agence Factset, fournisseur d'analyses et de services financiers, avait prévu ce constat. Ils n'avaient, en revanche, pas anticipé une baisse importante du nombre de demandeurs d'emploi. En effet, les analystes avaient prévu une baisse de 8 000 demandeurs mais c'est 20 000 personnes qui sortent de la recherche d'emploi Outre-Rhin, amenant le nombre de chômeurs à 3,017 millions... [Lire la suite](#)

Légère baisse du chômage en France en janvier



Le ministère du travail a publié les chiffres du chômage pour le mois de janvier 2015. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégorie A (sans aucune activité sur le mois) a diminué de 0,5%, soit -19 100 personnes, pour s'établir à 3,48 millions en France métropolitaine. Cette baisse concerne plus particulièrement les jeunes (-7 600 jeunes, soit -1.4%). Cependant, en ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 0,3% sur le mois. Toutefois, les chiffres restent encourageants, car le nombre de chômeurs de catégorie A n'avait pas baissé depuis août 2014. Mais le Premier ministre français Manuel Valls appelle à la prudence, car il est trop tôt pour affirmer que ces chiffres traduisent un réel changement de tendance... [Lire la suite](#)

Le Portugal remboursera 6 milliards d'euros au FMI en mars



Le Portugal remboursera par avance au Fonds monétaire international (FMI) 6 milliards d'euros dès le mois de mars, soit près d'un quart des prêts accordés depuis 2011 dans le cadre du plan de sauvetage, a indiqué le 27 février le gouvernement. Au total, Lisbonne souhaite régler 14 milliards d'euros sur les 25,7 milliards reçus en trois ans par le FMI, dans un délai maximum de deux ans et demi. Cette décision, approuvée par le FMI et l'Union européenne, se traduira par "une réduction très importante des intérêts à payer par notre pays", a assuré la ministre des Finances Maria Luís Albuquerque... [Lire la suite](#)

Rapport de l'OCDE sur le Royaume-Uni



A deux mois et demi des élections britanniques, le secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría a présenté le 24 février un rapport sur la situation économique du Royaume-Uni, globalement positif pour le Premier ministre David Cameron. Deux points perturbent néanmoins l'ensemble : la productivité et les salaires réels. "Le premier objectif doit indéniablement être la productivité," a asséné Angel Gurría. "Contrairement à ce qu'il s'est passé après les précédentes crises, la productivité n'est pas remontée. C'est pourtant nécessaire si l'on veut que la compétitivité du pays s'améliore et que les salaires réels progressent de manière continue. Une hausse de ces derniers permettra de réduire le déficit et les inégalités, qui elles-mêmes pèsent sur la croissance." a précisé le secrétaire général de l'OCDE... [Lire la suite](#)

Commission :

Vers une Union de l'énergie



La Commission européenne a approuvé le 25 février sa stratégie "pour une Union de l'énergie résiliente, assortie d'une politique en matière de changement climatique orientée vers l'avenir". Dans ce cadre, elle a adopté un document présentant les objectifs d'une Union de l'énergie et les mesures que la Commission prendra pour les réaliser autour de cinq axes: mesures législatives visant à redessiner et à réorganiser le marché de l'électricité, renforcement de la transparence dans les contrats gaziers, développement de la coopération régionale ou mesures en faveur des énergies renouvelables. La Commission a adopté deux communications, une sur l'interconnexion définissant les mesures nécessaires pour atteindre l'objectif de 10% d'interconnexion électrique d'ici à 2020, l'autre exposant sa position sur un accord mondial sur le climat qui pourrait être conclu à Paris en décembre... [Lire la suite](#)

La Commission rend ses décisions sur la situation économique et budgétaire des Etats membres



Dans le cadre du Semestre européen, la Commission a rendu le 25 février ses décisions concernant la situation économique et budgétaire des Etats membres. Sur les 16 pays identifiés en novembre comme étant en situation de déséquilibre macroéconomique, la Commission a intensifié la procédure pour trois pays : la France (étape 5), l'Allemagne (étape 3) et la Bulgarie (étape 5). Pour deux pays, la Commission a ouvert la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM) à savoir le Portugal et la Roumanie ; tandis que la Commission a décidé de sortir la Slovaquie de cette même procédure. En ce qui concerne les déficits budgétaires, la Commission recommande qu'aucune procédure de déficit excessif ne soit déclenchée pour la Belgique, l'Italie et la Finlande. Par ailleurs, la Commission a décidé d'accorder un délai de deux ans à la France pour ramener son déficit public sous la barre de 3% du

PIB, soit jusqu'en 2017. Cette décision, qui s'accompagnera d'une évaluation régulière de l'ajustement budgétaire du pays à partir de mai, doit permettre au gouvernement français de mettre en place des "réformes structurelles ambitieuses". Ce nouveau délai accordé devra également s'accompagner d'un effort structurel de 0,5% dès 2015 a précisé la Commission... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Déficit public: la Commission européenne fixe de nouveaux objectifs à la France



Le 27 février, la Commission européenne a demandé à la France de nouveaux efforts de réduction budgétaire, exigeant ainsi qu'elle réduise son déficit public plus fortement que prévu en 2016 avant d'atteindre 2,8% du PIB en 2017, et ce par "des mesures d'économies supplémentaires". Les nouvelles recommandations de la Commission fixent des objectifs de déficit public de 4% du PIB en 2015 (au lieu de 4,1% promis par le gouvernement français), de 3,4% en 2016, là où Bercy prévoit 3,6%, puis de 2,8% en 2017, année où le pays est censé repasser sous la barre de 3% du PIB. En termes structurels (hors effet de conjoncture économique), la Commission souhaite que la France réduise son déficit de 0,8 point de PIB en 2016 puis de 0,9 point en 2017. Pour 2015, la Commission européenne a fixé à la France un effort structurel de 0,5 point de PIB. Or, elle estime que les plans soumis par Bercy sont insuffisants en ne permettant qu'une réduction de 0,3 point du PIB cette année. La France est "en capacité" de respecter cette recommandation "exigeante" et "réaliste", a réagi le ministre des Finances français Michel Sapin... [Lire la suite](#)

Rapport de la Commission sur le régime d'exemption de visa accordé aux Balkans occidentaux



La Commission européenne a présenté le 25 février son 5e rapport d'évaluation du fonctionnement du régime d'exemption de visa dont bénéficient les pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie). Selon ce rapport, "des mesures supplémentaires sont nécessaires pour préserver l'intégrité du régime d'exemption de visa et lutter contre les abus potentiels du régime d'asile de l'UE". En effet, les abus du droit d'asile par des ressortissants des Balkans occidentaux exemptés de visa "demeurent extrêmement préoccupants". Le nombre de demandes d'asile introduites par les Balkans occidentaux connaît une augmentation régulière et constante. Les ressortissants serbes (42 % en 2013) constituent le plus grand groupe des Balkans. Enfin, l'Allemagne reste le pays de l'UE avec le plus grand nombre de demandes d'asile introduites par des ressortissants des Balkans occidentaux, sa part étant passée de 12% en 2009 à 75% en 2014... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Un nouvel indice européen souligne les disparités d'accès à la "société numérique" parmi les Etats membres



A l'occasion de la présentation de l'indice relatif à l'économie et à la société numériques (Digital Economy and Society Index), la Commission européenne a dévoilé le 24 février les premières conclusions révélées par ce nouvel instrument. Les données montrent que l'expérience numérique varie en fonction du pays, les résultats sont sensiblement différents entre les acteurs majeurs du numérique tels que le Danemark (avec un degré de numérisation de 0,68 sur 1) et les pays les moins performants comme la Roumanie dont le degré de numérisation est de 0,31. Une large majorité des Européens utilisent régulièrement l'internet : c'est le cas de 75% des Européens en 2014 (contre 72% en 2013), de 93% des Luxembourgeois et de 48% des Roumains. Enfin, l'indice européen révèle un fossé important entre les Etats membres en ce qui concerne l'accès aux services publics en ligne. S'il est une réalité quotidienne dans certains pays comme le Danemark où 69% se servent de formulaires en ligne pour envoyer des informations aux autorités publiques, il est quasiment inexistant dans d'autres pays comme la Roumanie où cette proportion s'élève à 6%... [Lire la suite](#)

La Commission débloque 3,8 milliards d'euros pour lutter contre la pauvreté dans l'UE



La Commission européenne a adopté le 26 février le dernier des programmes opérationnels nationaux pour le Fonds européen d'aide aux plus démunis pour 2014-2020. Elle a ainsi débloqué un total de 3,8 milliards d'euros d'aide destinée aux 4 millions de citoyens européens jugés comme étant "les plus vulnérables". Cette somme se concrétisera principalement par une aide matérielle aux personnes souffrant des formes les plus graves de pauvreté, telles que la privation alimentaire, le sans-abrisme et la privation matérielle des enfants. L'aide offerte est très variée puisqu'elle peut comprendre des

denrées alimentaires, des vêtements et d'autres biens vitaux mais aussi des actions visant à faciliter l'intégration ou la réintégration sociale... [Lire la suite](#)

Parlement :

Les députés débattent des modifications de la proposition sur le système PNR



Un nouveau projet de rapport sur un système européen pour l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR), présenté par Timothy Kirkhope (ECR, UK) a été débattu en commission des libertés civiles le 26 février. Ce nouveau texte propose plusieurs changements par rapport à la proposition de la Commission de 2011. Les députés européens ont discuté de l'évaluation de la proportionnalité de la proposition face aux menaces de sécurité actuelles, du champ d'application de la proposition (liste des infractions couvertes), des périodes de conservation des données, de l'inclusion ou de l'exclusion des vols intra-européens, du lien avec la réforme en cours sur la protection des données et les conséquences de l'annulation, par le jugement de la Cour de justice de l'UE, de la directive de 2006 sur la conservation des données. Les députés ont jusqu'au 25 mars pour proposer des amendements au projet de rapport avant qu'un vote sur le texte définitif ait lieu... [Lire la suite](#)

Le député européen français Alain Lamassoure, président de la commission sur les rescrits fiscaux



La nouvelle commission parlementaire sur les rescrits fiscaux, mise en place lors de la session plénière du 12 février, a élu Alain Lamassoure (PPE, FR) comme président, lors d'une réunion constitutive le 26 février. Bernd Lucke (ECR, DE), Marisa Matias (GUE/NGL, PT) et Eva Joly (Verts/ALE, FR) ont été élus vice-présidents. Les rapporteurs de la commission seront désignés le 9 mars. Cette commission, composée de 45 membres et dotée d'un mandat initial de six mois, examinera les pratiques relatives aux rescrits fiscaux depuis le 1er janvier 1991, mais aussi la manière dont la Commission européenne traite les aides d'État... [Lire la suite](#)

Conseil :

Le Conseil permet aux Etats membres d'interdire les OGM



De nouvelles règles autorisant les États membres à interdire ou à restreindre la culture d'OGM (organismes génétiquement modifiés) sur leur territoire ont été adoptées par le Conseil le 2 mars. Elles entreront en vigueur 20 jours après leur publication au Journal officiel de l'Union européenne. Selon Jānis Dūklavs, ministre letton de l'agriculture et Président du Conseil: "Les États membres peuvent désormais décider si des cultures génétiquement modifiées seront, ou non, cultivées sur leur territoire, ce qui est en ligne avec le principe de subsidiarité et respecte les choix des citoyens et des agriculteurs". Ces nouvelles règles prennent également en compte les problèmes de contamination transfrontalière, puisque les États membres dans lesquels les OGM sont cultivés devront prendre soin d'éviter la contamination des États voisins dans lesquels ces OGM seront interdits... [Lire la suite](#)

Nouvelle directive sur le traçage des infractions routières en Europe



Le 2 mars, le Conseil a adopté une directive concernant les règles qui s'appliqueront à tous les pays de l'UE à partir de 2017 sur le partage d'informations sur les infractions routières commises par des conducteurs de véhicules étrangers. Ces règles s'appliqueront désormais au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark. Une directive sur le partage des informations sur les infractions routières avait déjà été adoptée en 2011, mais ces trois États membres n'y avaient pas pris part en raison de leur position particulière à l'égard de la coopération policière. L'objectif de cette directive reste ainsi d'améliorer la sécurité routière en Europe et d'assurer une égalité de traitement aux conducteurs européens. Huit infractions sont comprises dans la directive: excès de vitesse, absence du port de la ceinture de sécurité, passage à un feu rouge, conduite en état d'ébriété, conduite sous influence de drogues, absence du port d'un casque de sécurité, utilisation d'une voie interdite et usage illicite d'un téléphone portable, ou de tout autre dispositif de communication, au volant... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

BCE :

Nouveau billet de 20 €

Après les coupures de 5 et de 10 €, Mario Draghi, le président de la



Banque centrale européenne, a dévoilé le 24 février le nouveau billet de 20 €. Sur la forme, le billet conserve sa couleur dominante bleue et ses ouvrages architecturaux gothiques. Sur le fond, il est doté de moyens de sécurité renforcés, à commencer par le portrait de la princesse mythologique grecque Europe qui apparaît en filigrane ainsi qu'en hologramme dans la bande argentée qui figure sur le recto du billet... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Président de la BCE souhaite renforcer l'Union monétaire



A l'occasion d'un débat sur les activités de la Banque centrale européenne (BCE) au Parlement européen le 25 février, le Président de l'institution Mario Draghi a souligné son engagement en faveur d'une "véritable Union économique". "La convergence économique n'a pas été aussi durable qu'espérée à l'origine. Et cela menace toujours le succès à long terme de l'Union monétaire en cas de choc important", a-t-il affirmé devant les députés européens. Selon Mario Draghi, il est nécessaire d'apporter deux réponses complémentaires aux défaillances de l'union économique. Premièrement, les économies de la zone euro doivent se renforcer grâce à des finances publiques plus solides et des réformes économiques structurelles ambitieuses. "Deuxièmement, nous devons passer d'un système de règles pour l'élaboration des politiques économiques nationales à un système de partage de la souveraineté au sein d'institutions communes, dans le but de renforcer notre gouvernance de la politique économique. Une règle commune ne peut être solide que si l'institution commune qui peut l'appliquer l'est également" a expliqué le Président de la BCE... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Le Bundestag approuve le prolongement des aides à la Grèce



Les députés allemands ont approuvé l'extension de quatre mois du programme d'aide à la Grèce, le 27 février. Ce vote du Parlement allemand était nécessaire au déblocage des aides européennes à la Grèce adopté le 24 février par l'Eurogroupe. 542 députés sur 631 ont approuvé le programme d'aide, contre 23 et 13 abstentions. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait appelé à voter le texte... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Autriche :

L'Autriche modernise sa loi sur l'islam



Le Parlement autrichien a approuvé la nouvelle loi du gouvernement sur l'islam, le 25 février. La loi était en préparation depuis plusieurs années car la loi précédente sur l'islam datait de l'époque impériale (1912), mais les événements de Paris en janvier ont poussé le gouvernement autrichien à agir sur les financements étrangers et à "combattre les dérives", selon le ministre de l'immigration, Sebastian Kurz. La nouvelle loi prévoit notamment l'interdiction des financements des imams et organisations islamiques par des fonds étrangers. La majorité des musulmans autrichiens sont d'origine turque et une partie des imams étaient financés par la direction des Affaires religieuses turque. Sebastian Kurz estime que cette loi accorde plus de droits aux musulmans autrichiens et participe à promouvoir un "islam à caractère européen"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Belgique :

Le Conseil des ministres approuve un projet de loi concernant la promotion de l'emploi.



Le Conseil des ministres belge a approuvé le 27 février un projet de loi visant "à réduire le handicap salarial par rapport aux trois pays de référence (France, Allemagne et Pays-Bas), notamment par le blocage de l'indice santé à partir du mois de mars, "de sorte que le saut d'index de 2% puisse être réalisé". Le texte de loi, qui doit être approuvé par les députés belges, prévoit notamment des sanctions pénales et administratives contre les employeurs qui ne respecteraient pas les mesures de modération salariale ou de blocage d'index. Ce projet de loi met par ailleurs en oeuvre l'intégralité de l'accord social 2015-2016, conclu avec les partenaires sociaux interprofessionnels, ainsi que les derniers points de la première phase de l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés... [Lire la suite](#)

Espagne :

Débat sur l'état de la nation en Espagne.



Le 24 février, lors du débat sur l'état de la nation en Espagne, le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy a indiqué que "L'Espagne était un pays au bord de la faillite, elle est devenue un exemple de redressement pour les autres pays de l'Union européenne". Il s'est fixé un objectif : créer 3 millions d'emplois dans les prochaines années et a annoncé la révision à la hausse de la prévision de croissance pour 2015 : 2,4%, contre 2% annoncés jusque-là. L'opposition socialiste conteste cet optimisme et pointe du doigt la corruption rampante dans le pays et le chômage élevé. Rappelons que l'Espagne se prépare aux élections législatives qui auront lieu à la fin de l'année... [Lire la suite](#)

L'Espagne va contribuer à hauteur de 1,5 milliard € au plan d'investissement pour l'Europe



L'Espagne a annoncé le 27 février qu'elle contribuera à hauteur de 1,5 milliard € à des projets financés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui est l'élément central du "plan d'investissement pour l'Europe". La contribution de l'Espagne se fera par l'intermédiaire de l'Instituto de Crédito Oficial (ICO), la banque nationale de développement du pays... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Estonie :

Le parti au pouvoir en Estonie remporte les élections législatives



Le 1er mars, lors des élections législatives en Estonie, le parti au pouvoir, "parti de la Réforme" (centre) a obtenu 27,7% des voix et 30 sièges, devant le parti du Centre (pro-russe) 24,8% et 27 sièges. Les sociaux-démocrates arrivent 3e avec 15,2% et 15 sièges, l'IRL (Union pour la Patrie et Res Publica,) suit avec 13,7% et 14 sièges, les libéraux 8,7% et 8 sièges et le parti conservateur 8,1% et 7 sièges. Aucun autre parti n'a franchi le seuil d'éligibilité de 5%. Le taux de participation s'est élevé à 63,7%. Le chef sortant du gouvernement, Taavi Roivas, est chargé de composer un nouveau gouvernement. Les deux alliés actuels, le parti de la Réforme et les sociaux-démocrates, ne disposent toutefois pas de la majorité absolue au Parlement et devront chercher un nouvel allié. Cette élection a eu lieu dans un contexte d'inquiétude pour la sécurité du pays face à Moscou. Taavi Roivas réclame par ailleurs une présence accrue de l'OTAN pour répondre à celle de l'armée russe à la frontière... [Lire la suite](#)

France :

Sommet franco-italien à Paris



Le 24 février, le président du Conseil italien Matteo Renzi a rencontré le président français François Hollande à Paris. L'avenant à un accord de 2001 permettant de lancer les travaux du TGV Lyon-Turin a été signé. Les travaux commenceront en 2016. Ce TGV nécessite la percée d'un tunnel de 57 km sous les Alpes, dont le coût atteint 8,5 milliards €. François Hollande espère de l'Union européenne qu'elle prenne en charge 40% du prix de construction de cette portion de la ligne. L'ensemble, dont la construction ne devrait pas être achevée avant 2030, devrait coûter 26 milliards €. La France a assuré soutenir les efforts de l'Italie, notamment à l'ONU, pour mettre fin au chaos en Libye, tout en cherchant à trouver un accord avec les pays riverains pour lutter contre les trafics d'êtres humains. Les deux hommes ont ainsi posé comme première exigence la nécessité de trouver un accord politique entre les différentes factions. Matteo Renzi a qualifié le dossier libyen de priorité pour l'Europe entière. Sur la ligne ferroviaire Lyon-Turin, la Fondation a publié en 2012 une étude sur ce sujet... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Appel du président français pour le climat



A l'occasion de son voyage aux Philippines, le président français François Hollande a depuis Manille lancé le 26 février un appel à aider les pays pauvres à faire face aux dérèglements climatiques dans la perspective du sommet de décembre à Paris, où la France espère un accord contraignant pour limiter le réchauffement. Cet accord, rédigé pays par pays, viserait à contenir le réchauffement de la Terre en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle. François Hollande a demandé aux pays riches d'aider les plus pauvres à faire face aux modifications liées aux contraintes à venir, notamment à travers le "Fonds vert", mécanisme financier des Nations unies auquel la France et l'Allemagne ont promis de verser un milliard de dollars chacune... [Lire la suite](#)

Italie :

La loi sur la responsabilité civile des magistrats approuvée en Italie.



Le 24 février la Chambre des députés italienne a approuvé définitivement la proposition de loi concernant la responsabilité civile des magistrats. Extension des possibilités de recours par le citoyen, obligation d'agir dans les cas de négligence grave sont les principales nouveautés de la loi. "C'est un passage historique", a souligné le ministre de la Justice Andrea Orlando. Le texte de loi concerne une question sur laquelle était ouverte une procédure d'infraction, au niveau européen, pour non-application du droit communautaire qui aurait conduit au paiement - par l'Italie - d'une amende estimée à 37 millions d'euros... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Lituanie :

La Lituanie décide de restaurer le service militaire obligatoire



Après avoir abandonné le service militaire en 2008 à la suite de son adhésion à l'OTAN en 2004, la présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, a annoncé le 24 février le retour au service militaire obligatoire, après une réunion d'urgence du Conseil national de la Défense. La Présidente a justifié cette décision en raison du conflit ukrainien et du comportement menaçant de la Russie. Elle a ainsi déclaré que "l'actuel environnement géopolitique requiert un renforcement et une accélération du recrutement pour l'armée (...) le Conseil national de défense a décidé de rétablir temporairement le service militaire obligatoire pour les cinq prochaines années. Les conscrits serviront neuf mois, environ 3 500 Lituaniens seront appelés chaque année". Cette décision doit être approuvée par le Parlement... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Visite officielle du président roumain en Allemagne



Le Président roumain, Klaus Iohannis, était en visite officielle à Berlin le 26 février. Il s'est entretenu avec la chancelière allemande, Angela Merkel. Au niveau économique, l'Allemagne est un des investisseurs européens majeurs en Roumanie et le commerce entre les deux pays s'élève à plus de 20 milliards €. La chancelière a parlé des liens culturels, l'appartenance du président Iohannis à la minorité allemande de Roumanie renforçant ce constat. La visite avait pour but de consolider les liens et la coopération sur des domaines essentiels, notamment le commerce et la lutte contre la corruption. La politique extérieure a occupé une place centrale dans la visite et la chancelière Merkel a exprimé le souhait de voir leurs pays coopérer plus étroitement. En effet, la proximité de la Roumanie avec les Balkans, la Moldavie et l'Ukraine en fait un acteur stratégique pour les Européens, dans le contexte de crise face à la Russie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Le Royaume-Uni va apporter un soutien à l'armée ukrainienne



Le Premier ministre britannique, David Cameron, a annoncé le 24 février que le Royaume-Uni va envoyer des conseillers et des équipes de formation en Ukraine. Pavlo Klimkin, ministre ukrainien des Affaires étrangères, avait annoncé à Paris, lors d'une réunion, que l'armée ukrainienne n'a pas besoin d'armes létales mais d'outils de communication et de renforcer ses capacités. C'est tout le sens de l'aide que va fournir le Royaume-Uni, en envoyant 75 spécialistes pour former sur les domaines médicaux, logistiques, militaires et du renseignement. C'est l'occasion de former des spécialistes ukrainiens afin qu'ils prennent le relais. Le gouvernement de David Cameron a pris cette décision suite aux menaces renouvelées des séparatistes pro-russes et l'attitude de la Russie dans la région. David Cameron a rappelé que l'approche britannique concernant l'Ukraine excluait la livraison d'armes létales pour le moment mais que cela pourrait changer en fonction de l'évolution du conflit... [Lire la suite](#)

Bosnie-Herzégovine :

Engagement "historique" de la Bosnie-Herzégovine sur la voie européenne



Le chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a salué le 23 février un engagement "historique" de la Bosnie-Herzégovine après l'adoption au Parlement d'une déclaration prévoyant des réformes économiques et sociales visant au rapprochement avec l'UE. "Ce Parlement a pris une décision importante, je dirais une décision historique", a déclaré Mme Mogherini aux élus des deux chambres du Parlement bosnien qui venaient d'adopter une "déclaration politique" proposée par la présidence collégiale du pays. "C'est une décision (prise) au nom de (ceux) nombreux en Bosnie-

Herzégovine qui veulent que le pays avance vers l'Union européenne", a ajouté Mme Mogherini... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Réunion ministérielle sur l'application de l'accord de Minsk



Les ministres des Affaires étrangères français, allemand, russe et ukrainien se sont réunis à Paris le 24 février. Ils ont eu un échange de vues sur la mise en œuvre du cessez-le-feu. La situation en particulier à Debaltsevo a été discutée et une attention particulière a été apportée à la situation dans la région de Marioupol. Les quatre ministres appellent à la mise en œuvre stricte de toutes les dispositions des accords de Minsk à commencer par un cessez-le-feu total et un retrait complet des armes lourdes... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Le taux de chômage en baisse en Europe



Selon une étude Eurostat du 2 mars, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières était de 11,2% en janvier 2015 dans la zone euro et de 9,8% dans l'Union européenne, en baisse par rapport à décembre 2014 (respectivement 11,3% et 9,9%) mais aussi par rapport à janvier 2014 (respectivement 11,8% et 10,6%). Le taux de chômage de la zone euro pour janvier 2015 (11,2%) est le taux le plus faible enregistré depuis avril 2012. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,7%) et en Autriche (4,8%), tandis que les plus élevés ont été enregistrés en Grèce (25,8% en novembre 2014) et en Espagne (23,4%). Le chômage des jeunes, en janvier 2015, a également baissé par rapport à janvier 2014, en s'établissant à 21,2% dans l'Union européenne et à 22,9% dans la zone euro, contre respectivement 23,3% et 24,3%... [Lire la suite](#)

Baisse du taux d'inflation dans la zone euro



Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,3% en février 2015, en hausse par rapport au mois de janvier où il était de -0,6%, selon une estimation publiée le 2 mars par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en février (1,1%, contre 1% en janvier), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5%, contre -0,1% en janvier), des biens industriels hors énergie (-0,2%, contre -0,1% en janvier) et de l'énergie (-7,9%, contre -9,3% en janvier)... [Lire la suite](#)

Salaires minimums nationaux dans l'Union européenne



Au 1er janvier 2015, 22 des 28 États membres de l'Union européenne appliquaient un salaire minimum national. Son montant variait de 184 euros par mois en Bulgarie à 1 923 euros au Luxembourg. Toutefois, après ajustement des disparités de pouvoir d'achat, l'écart entre les États membres, qui était de 1 à 10 en euros, se réduit de 1 à 4 lorsque les salaires sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA). Ces chiffres ont été publiés par Eurostat le 26 février... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Rapport annuel d'Amnesty International en matière de droits de l'homme



Amnesty International a rendu le 25 février son rapport annuel sur les droits de l'homme. La situation en 2014 a été plus qu'alarmante : des crimes de guerre ont été commis dans 18 pays ; 4 millions de personnes ont fui la Syrie ; 3 400 personnes se sont noyées en Méditerranée alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Europe ; 62 gouvernements ont placé en détention des personnes qui n'avaient fait qu'exercer leur liberté d'opinion ; des procès inéquitables ont eu lieu dans 58% des pays observés (soit 93 pays). Amnesty International déplore que "pour des raisons de défense d'intérêts particuliers ou d'opportunisme politique, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est montré incapable de résoudre les crises et les conflits qui ont déchiré Gaza, l'Irak, Israël, la Syrie et l'Ukraine, même dans les situations où des États ou des groupes armés se rendent coupables de crimes atroces à l'encontre de civils". L'ONG préconise aussi que les dirigeants mondiaux imposent de nouvelles restrictions pour lutter contre l'usage d'armes explosives, ainsi que le transfert irresponsable d'armements à destination d'auteurs de violations des droits humains... [Lire la suite](#)

Culture :

L'exposition "Matisse. Arabesque" à Rome



Du 5 mars au 21 juin 2015, la Scuderie del Quirinale à Rome accueille l'exposition "Matisse. Arabesque". L'exposition présentera plus d'une centaine d'œuvres du peintre français Henri Matisse, dont plusieurs de ses chefs-d'œuvre les plus remarquables, exposés pour la première fois en Italie. Grâce à un partenariat avec le ministère italien de la culture, cette exposition exceptionnelle accueillera des tableaux venus des plus grands musées du monde tels que la Tate à Londres, le Musée Pouchkine à Moscou, l'Ermitage à Saint-Pétersbourg, le Centre Pompidou et l'Orangerie à Paris, ainsi que des principaux musées de Philadelphie et de Washington... [Lire la suite](#)

La National Gallery de Londres présente l'exposition "Inventing Impressionism"



Du 4 mars au 31 mai 2015, la National Gallery de Londres présente l'exposition "Inventing Impressionism" consacrée aux débuts difficiles des peintres impressionnistes. L'exposition s'intéresse en particulier à Paul Durand-Ruel, un marchand d'art parisien, qui avait découvert et acquis de manière très précoce les œuvres des futurs plus grands peintres de ce mouvement tels que Monet, Degas, Manet, Renoir, Pissarro ou encore Sisley. "Inventing Impressionism" présente ainsi plus de 85 chefs-d'œuvre du mouvement impressionniste, ayant tous appartenu à Durand-Ruel, dont certains appartiennent aux plus célèbres séries de Renoir et Monet... [Lire la suite](#)

Mary Heilmann & David Reed. Two By Two



La Nationalgalerie de Berlin organise du 6 mars au 11 octobre 2015 - auprès du Museum für Gegenwart - la première exposition conjointe des artistes Mary Heilmann et David Reed, figures clés de la peinture américaine expressionniste post-abstrait. L'exposition "Two by two" présente quarante chef-d'œuvres réalisés depuis les années 1970 afin d'explorer entente et tension entre leurs positions artistiques respectives... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



2 et 3 mars
Bruxelles
Conseil Compétitivité



Du 5 au 6 mars
Bruxelles
Conseil "Transports, Télécommunications et Energie"



6 mars
Bruxelles
Conseil "Environnement"



9 mars
Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe
Bruxelles
Conseil "emploi, politique sociale, santé et consommateurs"



9 au 12 mars
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Guillaume Anglars, Romain Denninger, Flora Dumont,
Noémie Rossi, Francesca Tortorella

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}